STATEMENT BY FRANCE

MADE 15 JUNE 2004

AT THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

Eleventh Session

São Paulo, Brazil
13-18 June 2004

11ème Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CNUCED XI

Discours du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous dire que je m'associe au discours prononcé tout à l'heure par mon collègue Irlandais au nom de l'Union européenne élargie.

Notre monde a aujourd'hui besoin d'une ambition nouvelle. Il continue à être partagé entre l'espoir d'un avenir meilleur et la désillusion face à la persistance des inégalités.

Nous sommes face à un paradoxe. La mondialisation superpose à l'idéal d'un monde riche, prospère, dynamique et innovant les images insoutenables de la plus grande misére.

Nombreux sont ceux qui, ressentant une juste crainte face aux risques d'effet pervers du monde globalisé, tendent dans un même élan à sous-estimer les bienfaits d'une mondialisation porteuse de richesse et de développement. Les craintes, nous les connaissons : turbulences financières, marginalisation accrue des pays les plus pauvres, notamment en Afrique, risques pour l'environnement, iniquités sociales. Nous devons être attentifs à ces signaux.

Nous sommes ici pour tenter d'ébaucher une reponse qui soit à la mesure de ces enjeux. L'espoir existe. Quel meilleur exemple que notre hôte, le Brésil. Son essor économique, sa vitalité culturelle, ses efforts pour réduire les inégalités et son dynamisme sur la scène internationale en font L'un des acteurs majeurs de cette société mondiale plus équitable que nous souhaitons promouvoir.

NUOI

Ensemble, nous devons unir nos ambitions autour d'un idéal, d'une exigente : cello de la solidarité. Nous travaillerons à la mise en place d'un système de gouvernance garant d'une mondiabsation harmonieuse et équitable, capable d'en réduire les effets pervers.

Cette voie, dans laquelle la France s'est résolument engagée, est cello que nous montre avec constante l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit de parvenir à un Etat de droit international garantissant l'élimination de la pauvreté, l'accès universel au bien-être, l'instauration d'une authentique solidarité internationale. Tout ceci doit s'appuyer sur les droits de l'Homme et les droits sociaux, la protection de l'environnement, le respect de la diversité culturelle. Sachons être à la hauteur des défis.

Les objectifs du millénaire pour le développement, les engagements pris à Monterrey et à Johannesburg, les principes agréés lors des grandes conférences de ces dernières années, fournissent aujourd'hui un cadre exigeant.

Pour atteindre ces objectifs, des moyens accrus seront bien entendu nécessaires. Sous l'impulsion du Président de la République, mon pays s'est engagé, malgré un contexto budgétaire contraignant, à augmenter les sommes consacrées au financement du développement. Nos objectifs sont ambitieux mais nous y parviendrons. L'aide publique au développement passera de 0.5 % du PIB en 2007 à 0.7 % en 2012. La voie est désormais tracée.

Le Président de la République s'est également impliqué dans la promotion de nouvelles sources de financement. Nous soutenons les possibilités de taxation internationale ou L'initiative britannique pour une Facilité Financière internationale. En marge de cette 11ème CNUCED, en présence notamment du Président Lula et du Secrétaire Général des Nations Unies, je développerai avec les experts de ma délégation les pistes esquissées pour susciter ces financements.

Mais, au-delà de la question des moyens financiers, nous devons rechercher une approche concertée, une cohérence accrue, tant au niveau national qu'international.

La CNUCED, au croisement du commerce et du développement, moyen incontournable de promotion de la croissance, est un acteur essentiel de ce partenariat.

Vous savez que la France porte une attention particulière aux pays les moins avancés, et plus spécifiquement au continent africain. Jacques Chirac a lancé il y a un peu plus d'un an une initiative commerciale en faveur de l'Afrique sub-saharienne. L'Union européenne en a aujourd'hui repris les composantes principales. Je dois dire que dans cette entreprise, la France a toujours trouvé dans la CNUCED un soutien de choix. Je pense notamment aux produits de base, qui sont redevenus une des priorités de l'agenda de la CNUCED.

Le rôle d'accompagnement de la CNUCED reste central pour promouvoir un ordre commercial international équitable, juste et ouvert. A côté du rôle normatif, dévolu à l'OMC, la CNUCED conserve une valeur ajoutée indéniable et cela à trois niveaux:

- en tant que centre d'analyse et de recherche spécifiquement tourné vers les besoins des pays en développement et les moins avancés ;
- en tant que forum d'un dialogue Nord-Sud apaisé et constructif ;
- en tant qu'instance de coopération technique, pour l'investissement, les produits de base ou la formation aux techniques de négociation.

Ce rôle unique, la CNUCED doit bien entendu l'accomplir en concertation avec tous les partenaires concernés: organisations internationales soeurs, Etats membres, société civile ou secteur privé. Il importe que cela soit mené dans le mouvement de réforme engagée par le Secrétaire général des Nations Unies. Ces évolutions conforteront cette instance, un moment délaissée, alors que l'agenda international négligeait les questions de développement.

La France s'est engagée, en collaboration avec ses partenaires de l'Union européenne, à promouvoir le renforcement de l'efficacité de la CNUCED, fondement de sa légitimité. Je tiens à saluer ici l'engagement du Secrétaire Général, M. Ricupero et de son équipe, acteurs au quotidien de ce renouveau. La question de la place et du rôle de la CNUCED sera au coeur des réflexions sur une meilleure gouvernance mondiale, auxquelles la France continuera à contribuer activement.

NUOI

La 11ème Conférence, en cette année où la CNUCED célèbre ses 40 ans d'existence, marque une étape importante dans l'histoire de cette institution. Loin des rivalités, des querelles doctrinales, sachons construire ensemble la CNUCED de demain, pilier d'une mondialisation maîtrisée, contribuant, avec ses partenaires, à mettre le commerce au service du développement. Vous pouvez compter sur le souvent de mon pays pour y parvenir.

Je vous remercie.